INFORMATIONS ADMINISTRATIVES

ATTRIBUTIONS DE LA DIRECTION DE LA METEOROLOGIE

Le secrétaire d'Etat aux transports,

Arrête:

Art. 1er - La direction de la météorologie:

Assure les informations météorologiques et climatologiques nécessaires pour satisfaire à tous les besoins des usagers civils et militaires au plan national, notamment ceux de l'aéronautique, et assure les échanges internationaux de données en application des accords souscrits par la France;

Assure les études et recherches atmosphériques, de météorologie et de climatologie théoriques expérimentales et appliquées ainsi que les recherches connexes en rapport avec sa mission;

Prépare, le cas échéant avec les autres directions et services intéressés du secrétariat d'Etat aux transports, les accords internationaux concernant les domaines de sa compétence, établit les textes réglementaires relatifs à la météorologie et en assure l'exécution;

Définit, assure et contrôle la formation des personnels civils et militaires spécialistes en météorologie, assure leur perfectionnement ultérieur et plus généralement apporte son concours à l'enseignement de la météorologie en tant que de besoin;

Participe, en liaison avec la direction générale de l'aviation civile, à l'étude des questions relatives à la formation aéronautique et, si nécessaire, contribue à l'étude des questions de même nature avec les autres directions et services du secrétariat d'Etat aux transports;

Participe, en liaison avec la direction générale de l'aviation civile, à l'étude des questions relatives aux minimums opérationnels et aux conditions météorologiques d'exécution des vols;

Définit, met en place et gère les réseaux d'acquisition de données, de centres et stations de renseignements et de télécommunications nécessaires à l'exécution de ses programmes, fixe les ordres de priorité en fonction des besoins des usagers civils et militaires et de l'exécution des accords internationaux et gère les crédits correspondants;

Définit les programmes, les dispositions générales des bâtiments et installations qui lui sont nécessaires, gère les crédits correspondants, sauf pour les travaux immobiliers à en déléguer l'emploi à la direction générale de l'aviation civile;

Participe à l'élaboration des programmes des logements de ses personnels et en suit la réalisation;

Détermine les effectifs des personnels qui lui sont nécessaires, en assure la mise en place et, pour les personnels techniques, la gestion en liaison avec la direction du personnel et de l'administration générale de la direction générale de l'aviation civile.

Art. 2 - Les fonctions de personnel et d'administration générale concernant les services de la météorologie sont assurées par la direction du personnel et de l'administration générale de la direction générale de l'aviation civile dans les conditions prévues à l'article 3 de l'arrêté susvisé du 26 mai 1976 fixant l'organisation et les attributions de l'administration centrale de la direction générale de l'aviation civile.

Lorsqu'elle exerce ces fonctions à l'égard des services de la météorologie, la direction du personnel et de l'administration générale relève directement du secrétaire d'Etat aux transports.

Art. 3 - Le directeur de la météorologie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 26 mai 1976

Marcel CAVAILLE

J.O. du 06 juin 1976 p. 3472

MINISTERE DE LA DEFENSE

Institution au sein de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air d'une inspection des réserves et de la mobilisation et fixation de ses attributions.

Le ministre de la défense,

Vu l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959 portant organisation générale de la défense;

Vu le décret n° 75-144 du 10 mars 1975 fixant les attributions des chefs d'état-major en temps de paix;

Vu le décret n° 72-706 du 31 juillet 1972 fixant les attributions des inspecteurs généraux de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air;

Vu le décret n° 62-546 du 5 mai 1962 modifié relatif à l'exercice des pouvoirs d'inspection dans l'armée de terre,

Arrête:

Art. 1er - Une inspection des réserves et de la mobilisation est instituée au sein de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air.

Elle est dirigée par un officier général qui porte le titre d'inspecteur des réserves et de la mobilisation.

Celui-ci relève du chef d'état-major de son armée.

Art. 2 - L'inspecteur des réserves et de la mobilisation a des attributions générales d'inspection en matière de:

- préparation de la mobilisation des forces et des services;
- affectation, emploi, instruction et information des personnels de réserve;
- préparation militaire.

Il est consulté dans ces domaines par le chef d'état-major de son armée auquel il propose, en outre, chaque fois qu'il estime utile, les mesures qu'il juge nécessaires.

Le programme annuel de ses inspections est arrêté par le chef d'état-major dont il relève.

Art. 3 - L'inspecteur des réserves et de la mobilisation peut être chargé par le chef d'état-major dont il relève d'études ou d'enquêtes sur des points particuliers intéressant le fonctionnement de son armée dans les circonstances prévues aux articles 2 et 6 de l'ordonnance du 7 janvier 1959 susvisée.

Il est consulté en matière d'avancement et de récompenses du personnel des réserves.

Art. 4 - Les inspecteurs généraux de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air peuvent, avec l'accord du chef d'état-major de leur armée respective, faire exécuter par l'inspecteur des réserves et de la mobilisation les inspections qu'ils estiment nécessaires dans le cadre des attributions définies à l'article 2 ci-dessus.

Art. 5 - L'inspecteur des réserves et de la mobilisation n'a pas d'attributions de commandement sur les éléments de son armée.

Il peut être habilité, dans le cadre de ses attributions, à correspondre directement avec les directions et les services, les commandements régionaux et spécialisés ainsi qu'avec les officiers généraux inspecteurs de son armée.

Art. 6 - Il est habilité, pour l'exécution de ses missions, à entretenir des relations avec les associations de réservistes et participe aux travaux des commissions consultatives des cadres de réserve de son armée.

Art. 7 - L'organisation, les missions et les modalités de fonctionnement de l'inspection des réserves et de la mobilisation font l'objet d'instructions prises par le chef d'état-major de chacune des armées.

S'agissant de la mobilisation des services communs au sein de chaque armée, ces instructions précisent notamment la responsabilité respective de l'inspection des réserves et de la mobilisation et des inspections spécifiques de ces services.

Art. 8 - Sont abrogés:

L'article 4 de l'arrêté du 15 mars 1963 pris pour l'application du décret n° 62-546 du 5 mai 1962 relatif à l'exercice des pouvoirs d'inspection dans l'armée de terre;

Le dernier alinéa de l'article 4 de l'arrêté du 8 mars 1973 portant organisation de la direction du personnel militaire de la marine pour ce qui concerne l'inspection des réserves de l'armée de mer;

L'arrêté du 11 décembre 1973 fixant l'organisation et les attributions de l'inspection des réserves de l'armée de l'air.

Art. 9 - Le général chef d'état-major des armées est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 7 août 1976

Yvon BOURGES

CLASSEMENT DES RESERVISTES DU SERVICE NATIONAL

J.O. du 29 janvier 1976, p. 728 - 29 - 30.

I - Art. 9 de l'instruction 21.210 DN/SCR/1B/REG du 05.09.72.

Sont classés dans les réserves tous les hommes de plus de 35 ans à la date du 1er janvier 1976.

Pour le personnel non-navigant sous-officier de l'armée de l'air, la limite d'âge est de 57 ans.

II - Tableau de classement et d'administration des réservistes du service national relatif à l'administration des hommes libérés des obligations du service national.

SITUATION A LA DATE DU 1ER JANVIER 1976

(Art. 10 de l'instruction n° 21.210 DN/SCR/1B/REG du 5 septembre 1972)

Organisme d'administration	Classes de recrutement	Observations
Bureaux de recrutement de Métropole...	1944 et 1945	Les archives de la classe 1944 seront transférées au bureau spécial de recrutement au cours du premier semestre de 1976.
Bureau spécial de recrutement (Chartres)...	1934 à 1943 (1)	Les archives de la classe 1934 seront transférées au bureau central d'archives militaires au cours du premier trimestre de 1976.
Bureau central des archives administratives militaires (Pau)	1933 et plus anciennes (1)	Il recevra au cours du premier trimestre de 1976 les archives de la classe 1934.
Bureaux de recrutement d'outre-mer...	Toutes classes	

(1) A l'exception des archives des bureaux de recrutement d'outre-mer.